

TRANSFERT DE BIENS ET DROITS IMMOBILIERS
A LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
PISCINES JAS DE RHODES ET LES CANETONS

VU l'article L 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui définit les compétences exercées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres qui étaient exercées par les EPCI fusionnés

VU l'article L 5218-2 I du CGCT qui dispose qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L 5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance

VU l'article L 5217-5 du CGCT qui dispose que les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences exercées par la Métropole en application des dispositions des articles L 5217-2 I et L 5218-2 I précités ont été de plein droit mis à disposition de la Métropole par les communes qui en sont propriétaires

VU les délibérations N°CSGE 001-3395/17/CM du 14 décembre 2017 et N°ATCS 001-13230/23/CM du 19 janvier 2023 de la Métropole qui ont défini l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs

VU le procès-verbal portant accord préalable au transfert en pleine propriété de biens immobiliers entre la Métropole et la commune

CONSIDERANT les biens immobiliers objets du transfert, à savoir la parcelle cadastrée AP 224, sise La Grande Colle Est, d'une superficie de 11 424 m², supportant la piscine « Jas de Rhodes » et les parcelles cadastrées AD 298, 300 et 301, 216, sises Chemin de la Ferme et le Grand Puits Est, d'une superficie totale de 2 184m², supportant la piscine « Les Canetons »

CONSIDERANT qu'il est exposé ce qui suit :

En application des dispositions de l'article L 5217-5 du CGCT, la phase de mise à disposition, à titre transitoire, a vocation à être suivie du transfert en pleine propriété des biens et droits en cause au bénéfice de la Métropole. La consistance et la situation juridique des biens et droits concernés par cette mise à disposition puis ce transfert sont précisés par un procès-verbal contradictoirement établi par la commune et la Métropole.

Le procès-verbal a pour objet d'arrêter et de constater l'accord existant entre la commune des Pennes Mirabeau et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'étendue et la consistance de chaque biens et droits immobiliers qui seront transférés en pleine propriété à la Métropole en application de l'article L 5217-5 du CGCT à raison de leur utilisation pour l'exercice des compétences transférées.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu cet exposé

– **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer le procès-verbal de transfert, l'acte authentique réitérant le transfert de propriété à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que tous documents y afférant

– SE PRONONCE comme suit:

POUR : 32

CONTRE : 0

ABSTENTION : 2 - M. FUSONE - COCH

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ

LE SECRETAIRE
ROMAIN AMARO

LE MAIRE
MICHEL AMIEL

PROCES-VERBAL PORTANT ACCORD PREALABLE AU TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DE BIENS IMMOBILIERS

ENTRE :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est à Marseille 13007 Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon, est représentée aux présentes par Monsieur Christian AMIRATY, 2^{ème} conseiller délégué membre du bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui a reçu délégation de Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux termes d'un arrêté de délégation de signature n° 23/083/CM du 18 janvier 2023.
- Monsieur Christian AMIRATY est autorisé à signer le présent procès-verbal aux termes d'une décision n° _____ en date du _____

Ci-après dénommée « la Métropole » d'une part,

- La Commune des Pennes-Mirabeau, collectivité territoriale, personne morale dont le siège est aux Pennes-Mirabeau 13170 - 223 avenue François Mitterrand, est représentée par Monsieur Michel AMIEL
- Monsieur Michel AMIEL est autorisé à signer le présent procès-verbal aux termes d'une délibération n° _____ en date du _____

Ci-après dénommée « la Commune » d'autre part,

PREAMBULE

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit, par fusion, aux six EPCI antérieurement existant sur son territoire conformément aux dispositions de l'article L 5217-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui étaient exercées par les EPCI fusionnés.

En outre, l'article L 5218-2 I du CGCT dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L 5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application des dispositions de l'article L 5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences exercées par la Métropole en application des dispositions des articles L 5217-2 I et L 5218-2 I précités ont été de plein droit mis à disposition de la Métropole par les communes qui en sont propriétaires.

Cette phase de mise à disposition, à titre transitoire, a vocation à être suivi du transfert en pleine propriété des biens et droits en cause au bénéfice de la Métropole.

La consistance et la situation juridique des biens et droits concernés par cette mise à disposition puis ce transfert sont précisés par un procès-verbal contradictoirement établi par la Commune et la Métropole. Dans le cas particulier où les biens et droits concernés étaient préalablement mis à disposition de l'un des ex-EPCI fusionnés par la commune, ce procès-verbal est également contradictoirement établi entre la Commune et la Métropole.

Les délibérations ns° CSGE 001-3395/17/CM du 14 décembre 2017 et n° ATCS 001-13230/23/CM du 19 janvier 2023 de la Métropole ont défini l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs

En conséquence, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROCES-VERBAL

Le présent procès-verbal a pour objet d'arrêter et de constater l'accord existant entre la Commune des Pennes-Mirabeau et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'étendue et la consistance des biens et droits immobiliers qui seront transférés en pleine propriété à la Métropole en application de l'article L 5217-5 du CGCT à raison de leur utilisation pour l'exercice des compétences transférées dont la désignation suit.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES BIENS

PISCINE JAS DE RHODES

La parcelle AP 224 située La Grande Colle Est - 13170 Les Pennes-Mirabeau pour une superficie de 11 424 m² supportant la piscine Jas de Rhodes dans le cadre de la compétence « entretien et fonctionnement d'équipements, socio-éducatifs et sportifs »

PISCINE DES CANETONS

Les parcelles AD 298 – AD 300 et AD 301 située 216 chemin de la Ferme et Le Grand Puits Est - 13170 Les Pennes-Mirabeau pour une superficie de 2 184 m² supportant la piscine des Canetons dans le cadre de la compétence « entretien et fonctionnement d'équipements, socio-éducatifs et sportifs »

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION TRANSITOIRE DES BIENS

En application de l'article L 5217-5 du CGCT, le présent procès-verbal vaut reconnaissance de la mise à disposition au profit de la Métropole des biens visés à l'article 1^{er} jusqu'à la date de réitération du transfert de propriété par acte authentique.

Dès lors, en application des dispositions de l'article L 1321-1 du CGCT et jusqu'à cette date, la Métropole, en qualité de bénéficiaire de la mise à disposition, assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire. Elle peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

Au titre des prérogatives que lui attribue la mise à disposition, la Métropole ne peut en revanche aliéner lesdits biens ou droits à titre partiel ou total et sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 4 – REITERATION DU TRANSFERT DE PROPRIETE PAR ACTE AUTHENTIQUE

Le transfert de propriété des biens et droits immobiliers visés l'article 1^{er} sera réitéré par acte authentique, lequel sera publié au service de la publicité foncière.

Compte tenu de l'accord formalisé par le présent procès-verbal sur la consistance et la nature des biens et droits dont la propriété est transférée, les parties s'obligent par avance à signer ledit acte.

ARTICLE 5 – CARACTERE GRATUIT DU TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE

Conformément à l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET TAXES

Jusqu'à la réitération du transfert de propriété à la Métropole par acte authentique les impôts et taxes dus sur les biens et droits visés par le présent procès-verbal qui seraient éventuellement payés par la Commune seront intégralement remboursés par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la base des états justificatifs correspondants.

A compter de la réitération du transfert de propriété par acte authentique, les impôts et taxes sur les biens et droits en cause qui seraient exigés à tort de la Commune feront l'objet de la part de celle-ci d'une demande de dégrèvement auprès des services fiscaux. La Commune informera la Métropole de l'existence et des suites données à cette réclamation.

Fait en trois exemplaires
à Marseille

le

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur Christian AMIRATY

**Pour la Commune des Penne-
Mirabeau**

Monsieur Michel AMIEL

**2^{ème} Conseiller Délégué
Membre du bureau auprès de
La Métropole Aix-Marseille-Provence**

Le Maire